

## Extrait du compte rendu de la 250e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Bruxelles, 16 avril 1964)

**Légende:** Lors de la 250e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel le 16 avril 1964 à Bruxelles, les délégations interviennent sur le développement des relations Est-Ouest. Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères Richard Austen Butler et son homologue français Michel Habib-Deloncle mettent l'accent sur le fait que l'URSS est actuellement préoccupée par des problèmes internes ainsi que par le conflit sino-soviétique, une querelle qui déchire non seulement les pays satellites soviétiques, mais le mouvement communiste mondial dans son ensemble. La France et le Royaume-Uni sont d'accord pour entretenir le dialogue avec l'URSS, mais ils insistent toutefois sur le fait que l'Europe occidentale doit maintenir une politique vigilante à l'égard de l'Union soviétique. En ce qui concerne le désarmement, les Soviétiques n'apportent pas d'idées constructives et ne semblent pas être prêts à envisager le fond de la question du contrôle des armements.

**Source:** Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extract from minutes of 250th meeting of WEU Council held on 16 April 1964 at ministerial level in Brussels. CR (64) 10. Partie I. pp. 11-21. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1963, 01/10/1963-30/11/1965. File 132.15. Volume 1/7.

**Copyright:** (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/extrait\\_du\\_compte\\_rendu\\_de\\_la\\_250e\\_reunion\\_du\\_conseil\\_de\\_l\\_ueo\\_tenue\\_au\\_niveau\\_ministeriel\\_bruxelles\\_16\\_avril\\_1964-fr-d9c4b051-53a4-4e8b-bee1-fd7a37dd9e65.html](http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_250e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_bruxelles_16_avril_1964-fr-d9c4b051-53a4-4e8b-bee1-fd7a37dd9e65.html)



**Date de dernière mise à jour:** 25/10/2016

EXTRACT FROM MINUTES OF 250<sup>th</sup> MEETING  
OF W.E.U. COUNCIL HELD ON 16 April 1964  
at Ministerial level in Brussels

I. APPROBATION DU PROJET D'ORDRE DU JOUR

(Doc. CM (64) 7) [M. FAYAT]

Le PRESIDENT présente le projet d'ordre du jour à l'approbation de ses collègues.

Le CONSEIL

APPROUVE le projet d'ordre du jour reproduit dans le document CM (64) 7.

Le PRESIDENT se réfère à la proposition formulée par M. Luns, lors de la dernière réunion ministérielle tenue à Londres le 23 janvier, d'examiner la possibilité de renforcer le mécanisme de consultation au sein de l'U.E.O. En l'absence de M. Luns et en celle de M. Couve de Murville, qui a également pris la parole à ce sujet, il serait peut-être préférable d'en reporter l'examen à la prochaine réunion. Le Président demande l'avis des délégations.

Le motif décisif de la modération politique des Soviétiques doit cependant, estime M. Schroeder, être recherché dans la leçon qu'ils ont retenue de l'attitude des Occidentaux dans la crise de Cuba en 1962, à savoir que s'il est porté atteinte aux intérêts vitaux de l'Occident, il y a une limite - celle du danger atomique - que même les Soviétiques ne peuvent dépasser sans risquer de se détruire eux-mêmes.

Durant ces derniers mois, on a vu se développer en Europe orientale ce que l'on appelle le pluralisme. A la suite des différends sino-soviétiques, diverses tendances se sont manifestées, que les Russes s'efforcent activement de combattre. Leurs efforts sont illustrés par la visite à Moscou du dirigeant communiste bulgare Jivkov, la visite de M. Khrouchtchev en Hongrie et celle des leaders polonais à Moscou. Dans la zone d'occupation soviétique de l'Allemagne, la tendance à l'autonomie des pays d'Europe orientale est rejetée car il n'existe aucun des éléments indépendants qui sont le ferment actif du pluralisme : dans la zone d'occupation soviétique, un élément national de ce genre ne manquerait pas de réclamer la réunification. Toute tendance à l'indépendance dans les pays de l'Europe de l'est soulignera donc nécessairement la dépendance de Berlin-est par rapport à Moscou et favorisera l'élément dit staliniste. A l'inverse, elle accroît l'intérêt de Moscou pour Pankov. Il est significatif que les accords conclus avec la Pologne, la Hongrie et la Roumanie concernant l'envoi de missions commerciales par la République fédérale d'Allemagne, aient amené les dirigeants de Berlin-est à lancer de véhéments reproches à leurs "frères" communistes. Il est à noter que la Bulgarie, sans se laisser impressionner par les critiques de Berlin-est, a conclu un accord avec la République fédérale d'Allemagne sur la création de missions commerciales.

De l'avis du Ministre, l'Occident devrait faire tous ses efforts pour encourager ces développements en Europe orientale, bien qu'il importe d'envisager avec prudence les possibilités d'un prompt succès d'une pareille politique. Le pouvoir d'influence du Kremlin sur ces pays, la dépendance de ceux-ci à l'égard de Moscou sont encore le caractère dominant de l'horizon politique en Europe de l'est, ce que vient de confirmer la visite de Khrouchtchev en Hongrie. Le Gouvernement fédéral espère pouvoir encourager l'évolution récente. Maintenant qu'il a négocié l'établissement de missions commerciales auprès de la plupart des pays d'Europe orientale, il entend s'attacher à intensifier les échanges culturels.

M. BUTLER peut accepter dans l'ensemble le diagnostic de M. Schroeder concernant les relations Est-Ouest. En particulier, il reconnaît les préoccupations causées aux Soviétiques par leur différend avec les Chinois, que M. Khrouchtchev a évoqué dans plusieurs importants discours. Il partage également l'avis selon lequel les préoccupations soviétiques dans les domaines agricole et économique les

.../...

amènent à tourner leur attention davantage vers l'intérieur que vers l'extérieur. Les Russes ne paraissent pas pour le moment d'humeur à accomplir d'importants progrès vers le règlement des grands problèmes, et le Ministre a appris avec intérêt que M. Schroeder estime lui aussi qu'il n'y a pas eu de changement fondamental dans l'attitude des Soviétiques à l'égard de l'Allemagne. Ceux-ci estiment apparemment que s'ils doivent négocier, il leur faudra consentir de trop lourdes concessions. A ce sujet, la déclaration publiée par l'agence Tass le mois précédent, rédigée dans le style agressif qui lui est habituel, ne donne aucune apparence de s'orienter vers une nouvelle politique. Il semble ainsi se confirmer qu'on ne se propose pas dans l'immédiat de faire des avances à la République fédérale d'Allemagne, mais que l'on entend plutôt soutenir et consolider l'Allemagne de l'Est.

M. Butler évoque ensuite les principaux problèmes qui paraissent occuper l'esprit des Soviets. Après avoir pendant cinq mois fait preuve de beaucoup de modération devant les attaques de plus en plus vives des Chinois, M. Khrouchtchev a prononcé la veille un discours dans lequel il a déclaré que le problème n'était pas seulement d'ordre idéologique, et averti ses auditeurs que les Chinois s'efforcent en réalité d'imposer au monde leur forme particulière de communisme. Les Soviets veulent maintenant réunir une nouvelle conférence des partis communistes pour examiner le différend. Ce projet paraît avoir suscité de graves appréhensions chez certains des plus fermes partisans des Russes, et il est évident que leur dilemme ne sera pas facile à résoudre, placés comme ils le sont devant la perspective d'une continuation indéfinie du défi lancé à la suprématie des Soviétiques dans le mouvement communiste mondial. A cet égard, les observations de M. Schroeder concernant l'évolution des événements dans les pays satellites, en Roumanie notamment, présentent un intérêt particulier. Il semble qu'il y ait un mouvement considérable dans certains de ces pays, notamment en Pologne, ce qui démontre la sagesse de la politique allemande consistant à encourager :

- : les contacts commerciaux avec les satellites. Le Gouvernement
- : britannique estime qu'il faudrait essayer de profiter de la
- : situation confuse qui règne dans ces pays à l'heure actuelle.

S'il y a jamais eu un moment où les communistes se sont interrogés sur leurs convictions, c'est bien celui-ci; quelque effort que l'on fasse pour le masquer, il n'y a pas d'entente complète au sein de la fraternité communiste. C'est pourquoi il semble improbable que les Soviétiques puissent porter leur attention vers l'extérieur. Cependant un mouvement communiste divisé contre lui-même menace moins dangereusement les intérêts occidentaux qu'un mouvement parfaitement uni.

A cet égard M. Butler prévoit que lorsque l'Afrique viendra en discussion, la lutte d'influence entre Pékin et Moscou sur ce continent et dans d'autres bastions éloignés tels que l'Indochine, sera mise en évidence.

.../...

Quelle doit être l'attitude des Occidentaux en face de ces préoccupations des communistes devant leurs problèmes politiques et, pour ce qui est des Soviétiques en tout cas, devant les problèmes économiques ? M. Butler ne croit pas que l'Occident doive se décourager de faire des propositions aux Soviétiques. Il souligne au contraire la nécessité de maintenir les contacts et de poursuivre les échanges de vues avec les Russes.

Passant à la question du désarmement, M. Butler déclare qu'à en juger par les contacts qu'il a eus avec les Soviétiques lors de son récent voyage à Genève et par l'assaut lancé depuis par M. Gromyko, il ne semble pas que l'U.R.S.S. ait des idées très neuves ou très constructives à mettre en avant dans ce domaine. En fait, les Soviétiques paraissent presque jaloux de l'attitude constructive de M. Butler et s'efforcent de montrer que le moment en est mal choisi. Ils sont fort préoccupés de leurs lourdes dépenses militaires et ne paraissent pas encore prêts à envisager le problème du contrôle dont dépend le progrès des négociations. Le meilleur espoir de la conférence paraît consister à rechercher des progrès dans le domaine des mesures dites "collatérales"; le Gouvernement britannique désire surtout avancer sur la question des moyens de prévention d'une attaque par surprise, et obtenir l'examen de ses propositions relatives aux postes d'observation. Au cours de son séjour, M. Butler s'est efforcé d'amener la conférence à organiser ses travaux de façon pratique, mais même cette proposition a été critiquée par M. Gromyko. M. Butler a eu l'impression que la conférence risquait fort de n'entendre qu'une série de discours de portée générale, ne conduisant à rien de pratique; il importe donc de passer à l'examen de propositions concrètes. Le Ministre a toutefois été encouragé de constater que les états neutres représentés à la conférence avaient accueilli favorablement ses observations.

Le Royaume-Uni examine actuellement avec les Etats-Unis et les Soviétiques les propositions relatives à la limitation de la production de matières fissiles à des fins de guerre. A ce sujet, les Soviétiques donnent certains signes d'attitude constructive, ce qui semble confirmer ce que M. Butler a dit précédemment concernant la nécessité d'être patient, malgré une situation en apparence peu prometteuse.

Même sur le problème de l'Allemagne et de Berlin, pourvu que l'Occident adhère à ses principes et sauvegarde la solidarité de l'alliance, il semble qu'il y ait intérêt à maintenir le contact avec les Soviétiques pour voir s'il est possible d'examiner quelque nouvelle proposition. De plus, la diplomatie occidentale doit tirer parti de la grande incertitude actuelle du monde communiste pour prendre les contacts qu'elle pourra et tirer ainsi avantage des divergences d'opinions qui s'y révèlent.

.../...

La question de la Chine, que M. Spaak avait évoquée à la réunion de La Haye, et celle de l'avenir du monde communiste est probablement l'une des plus importantes du jour, et M. Spaak avait fait preuve d'une grande clairvoyance en déplorant qu'on y ait accordé trop peu d'attention. M. Butler espère que les pays membres continueront de se consulter sur la manière dont leur diplomatie pourrait tirer avantage des conflits intérieurs du monde communiste et que le contact soit maintenu à ce sujet entre les divers ministères des affaires étrangères.

M. HABIB DELONCLE partage le sentiment qui vient d'être exprimé sur le fait que les rapports Est-Ouest sont dominés par la querelle sino-soviétique. Il en résulte dans l'ensemble des rapports internationaux une sorte de pause, ou une mutation, qui, cependant, ne peut pas être identifiée à la paix; il convient de voir à quoi cette accalmie peut conduire, ce qui est d'ailleurs assez difficile à déterminer.

Comme il vient d'être dit, en ce qui concerne la Chine et l'U.R.S.S., l'on est un peu sorti des obscurités. Les deux Etats sont en situation de rupture ouverte et on a l'impression qu'au fur et à mesure que la querelle se développe, les disputes proprement idéologiques cèdent la place aux réalités que sont les querelles sur la possession de l'arme nucléaire, sur les frontières sino-soviétiques et les tentatives chinoises pour monopoliser le mouvement de libération des peuples de couleur. Les textes récents qu'on a cités sont sur tous ces points de plus en plus explicites. Les Chinois demandent le départ de Khrouchtchev, ce qui constitue pour les Soviétiques une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S.; pour Khrouchtchev, les Chinois ont perdu la raison et sont les plus grands traîtres du marxisme-léninisme.

Telle est la situation. Evidemment, si la Chine et l'U.R.S.S. étaient seules dans l'univers communiste, elles auraient à régler directement ce problème. Mais le mouvement communiste est un ensemble; de nombreux partis sont déchirés par la querelle : aux Indes, au Brésil, en Australie, en Europe même, à Ceylan. Les petits partis se sentent vulnérables et fragiles, et certains d'entre eux tentent d'éviter le choix. Le P.C. du Nord-Vietnam, par exemple, a longtemps essayé de freiner les querelles; sa situation géographique l'a contraint à se rapprocher de Pékin, mais on comprend bien pourquoi il souhaite que l'unanimité soit maintenue ou retrouvée. Le P.C. roumain hier encore se faisait l'intermédiaire entre l'U.R.S.S. et la Chine pour essayer de rapprocher les deux adversaires; aujourd'hui, son silence paraît éloquent. Voici que les Russes ont lancé à nouveau l'idée d'une conférence mondiale du mouvement communiste qui condamnerait les Chinois. La minorité chinoise, à l'échelon international comme dans chaque parti national, devrait se soumettre ou s'exclure d'elle-même. Les partis autres que

.../...

l'U.R.S.S. ne sont pas favorables sans réticences à l'égard d'un tel projet. On a noté des réticences du parti italien, du parti polonais, qui craignent que cette réunion n'aggrave la division du mouvement communiste. Enfin, il faut bien penser, et cela rejoint les remarques qui ont été faites sur les satellites, tout en les prenant d'un autre angle, que les partis dans les démocraties populaires peuvent redouter qu'une rupture ne renforce le contrôle soviétique en Europe et qu'ainsi les partis dits "européens" ne jouissent plus de la relative autonomie qu'ils ont acquise à la faveur de la querelle sino-soviétique. Donc, cette réunion pose beaucoup de problèmes et il est facile d'en déduire qu'aux yeux mêmes des communistes du monde entier tous les torts ne sont pas d'un seul côté, et, malgré le chauvinisme évident des Chinois, la volonté de l'U.R.S.S. de maintenir son primat au sein du mouvement communiste n'est pas toujours bien accueillie. On peut se demander à cet égard si l'image que les Soviétiques ont donnée ou tenté de donner des Chinois est entièrement exacte. Tout récemment encore en Hongrie, Khrouchtchev les a présentés comme des bellicistes. A l'inverse, les Chinois veulent donner de Khrouchtchev l'image d'un révisionniste moderne. Tout cela n'est peut-être pas aussi simple; mais c'est pourtant de ces deux images qu'il faut partir en les nuancant si l'on veut apprécier la portée de la querelle pour l'Ouest.

M. Habib Deloncle estime que les Chinois ne veulent certainement pas la guerre générale; l'un des buts du voyage de Chou en Laï en Afrique était de dissiper cette impression. En rendant visite au Roi du Maroc, à M. Bourguiba, le Premier Ministre chinois a contribué à donner de la politique chinoise une idée plus proche de la réalité et, du même coup, plus proche de la politique soviétique, c'est-à-dire l'idée d'une politique pragmatique à court terme quel que soit le caractère révolutionnaire des principes généraux.

Sans doute, il y a du côté chinois une tendance plus "militante" que chez les Russes. Cette tendance est favorisée par la structure même du monde asiatique. Les pays d'Asie sont relativement fragiles, difficilement protégés par la présence américaine, la Chine communiste est bien placée pour faire peser une menace politico-militaire sur ses voisins, et en premier lieu sur l'Inde et la péninsule indo-chinoise. Des succès limités mais périphériques lui assureraient du même coup une double victoire; le communisme progresserait comme il ne l'a pas fait depuis quinze ans, et, d'autre part, ces progrès se feraient dans la sphère d'influence chinoise. C'est d'ailleurs cet aspect militant qui transparaissait dans le discours très véhément que Chou en Laï a adressé à Alger aux cadres du F.L.N. considéré sans doute par lui comme le premier des partis révolutionnaires africains.

.../...

**SECRET**

A cela, les Soviétiques opposent une politique plus temporisatrice qui n'est pas, selon eux, sans succès : adjonction de Cuba au mouvement communiste, progrès du parti communiste italien, extension de leur influence dans le tiers monde depuis 1956. Ce souci de progression reste dans la ligne communiste traditionnelle; cependant, l'U.R.S.S. est conduite à s'appuyer sur l'aile modérée du mouvement comme la Yougoslavie ou le parti communiste italien. Ce regroupement renforce les tendances à la libéralisation interne, à une plus grande souplesse dans le maniement du camp européen, il accentue la rivalité avec la Chine, en Afrique par exemple, sur le plan du mouvement révolutionnaire. Il ne signifie pas pour autant que l'U.R.S.S. ait renoncé à agir contre certains intérêts occidentaux dans ces régions. C'est ce caractère complexe de l'affaire, qui, estime M. Habib Deloncle n'est peut-être pas complètement analysé à l'Ouest. La crise sino-soviétique semble marquer sans conteste un affaiblissement du mouvement communiste; la difficulté de diriger l'ensemble du mouvement avec un deuxième foyer révolutionnaire dissident, les problèmes que pose l'organisation d'une conférence et l'éventualité même d'une rupture sont autant d'exemples de cette dispersion des forces du mouvement; malgré la rupture de fait de Pékin et de Moscou, les deux capitales du mouvement communiste se veulent toujours expansionnistes, l'une à la manière stalinienne de l'après-guerre, mais en Asie, l'autre dans le cadre d'une perspective à plus long terme en pesant progressivement sur l'Europe et en contournant les Etats-Unis par l'expansion de son influence, même diffuse, dans le tiers monde, et il est difficile de savoir quel sera l'élément le plus fort à long terme: ou l'affaiblissement dû à la division, ou la conjonction de deux stratégies maintenant différentes mais qui ont encore en commun de ne pas admettre l'abandon de la lutte. Regardons de plus près ce qui se passe en Europe. En Allemagne, l'U.R.S.S. semble avoir renoncé à des pressions directes du type de celles exercées entre 1958 et 1962. Est-ce à dire pour autant que la situation se soit véritablement améliorée ? L'U.R.S.S. pratique à l'égard de la République fédérale une politique dont elle espère sans doute tirer un jour certains profits. Elle cherche à isoler la République fédérale de ses alliés, l'attaque, la vilipende tout en lui tendant des perches, soit par l'intermédiaire des autorités de Berlin sur les laissez-passer, soit en laissant entendre que beaucoup de choses s'arrangeraient si la politique du Gouvernement de Bonn se montrait plus intéressée à un rapprochement

.../...

U.F.O. SECRET**SECRET**

avec l'U.R.S.S. On voit là une raison de plus pour l'Occident de rester vigilant, et M. Habib-Deloncle partage le sentiment qui a été exprimé par les deux orateurs qui l'ont précédé. Le jour ne semble pas encore venu où, sur le problème allemand, l'U.R.S.S. recherchera un véritable rapprochement avec l'Occident. C'est un point que l'on doit avoir présent à l'esprit même si l'on croit nécessaire comme certains, et cela vient déjà d'être dit, d'entretenir la discussion avec l'U.R.S.S.

Dans le domaine du désarmement, les efforts soviétiques tendent, selon M. Habib Deloncle, toujours au même but, c'est-à-dire, une sorte de "désengagement" de l'Europe centrale. Si la Russie s'oriente aujourd'hui plus spécifiquement contre l'idée de la force multilatérale, cela n'est qu'un des aspects de cette tentative constante. Le Gouvernement polonais a relancé à la fin de 1963 des projets de zones de désengagement avec le plan Gomulka qui se présente comme plus progressif que le plan Rapacki, mais très proche, puisqu'il n'envisage pour le moment que le gel des armements nucléaires. Cependant, cette proposition comporte aux yeux de l'orateur toujours les mêmes inconvénients : indépendamment de son inefficacité pratique, en raison surtout des difficultés de contrôle, le projet polonais gèle les armes tactiques en Allemagne de l'Ouest, sans toucher en rien à la menace de fusées moyennes stationnées en U.R.S.S. Première étape du plan Rapacki, le "gel" conduit tôt ou tard à une dénucléarisation de la zone contrôlée. Il s'agit toujours ainsi d'un affaiblissement ou d'un désengagement militaire sans aucune contrepartie sur le plan politique. Dans cette perspective, le projet polonais est trop proche des propositions avancées par les Soviétiques dans le domaine de la sécurité européenne pour ne pas être appuyé par Moscou. Et, en ce sens, la proposition polonaise ne témoigne pas plus que l'attitude générale actuelle de l'U.R.S.S. dans le cadre du désarmement d'un esprit de véritable compromis. La méfiance s'impose vis-à-vis des propositions soviétiques; les voies dans lesquelles on cherche, ou semble chercher une issue, paraissent vraiment difficiles à explorer sans que l'Ouest ne sente rapidement que ses intérêts risquent d'être compromis.

.../...

Enfin, sur le plan du commerce, l'U.R.S.S. cherche à se procurer des biens d'équipement grâce à l'octroi de crédits, ce qui explique en grande partie les difficultés actuelles de l'économie soviétique. Cependant, l'aspect général de la politique extérieure soviétique dans le tiers monde n'incite pas à s'engager sans examen dans de telles opérations. M. Habib-Deloncle estime préférable de rechercher les moyens d'arriver avec les pays d'Europe orientale pris séparément à des arrangements qui assureraient davantage l'autonomie de ces pays par rapport à l'U.R.S.S. et les aideraient à mieux comprendre les liens qui les unissent aux pays d'Europe occidentale.

L'orateur ne désire pas s'étendre sur les rapports de l'U.R.S.S. et des pays du monde communiste avec les pays sous-développés puisqu'on reparlera tout à l'heure de l'Afrique. Il signale cependant que les échecs soviétiques en Afrique ont été le signe le plus manifeste des difficultés rencontrées par l'expansion du mouvement communiste dans ce continent. Les Soviétiques eux-mêmes ont reconnu qu'ils avaient à surmonter des tendances pluralistes dans le tiers monde et le fait nouveau intéressant à la conférence afro-asiatique, c'est que les pays sous développés se refusent à se laisser entraîner dans les querelles internes du mouvement communiste. Il n'est que de voir ce qu'il s'est passé à cette réunion et le ton même méprisant de certains délégués africains à l'égard des disputes idéologiques qui ont absorbé la plus grande partie de la réunion d'Alger. Ainsi le mouvement communiste risque de se voir constituer des régimes révolutionnaires qui, tout en étant anti-occidentaux, préserveront leur indépendance vis-à-vis du mouvement communiste, et le problème qu'a posé Cuba peut ainsi se renouveler : un pays qui se dit communiste, marxiste et léniniste mais demeure fondamentalement nationaliste et révolutionnaire à sa manière, échappant ainsi au contrôle du centre dirigeant du mouvement communiste, risquant de l'entraîner dans des aventures, et en tout cas ne lui donnant aucune des garanties que les pays communistes d'Europe lui ont données jusqu'ici. Les nouveaux Etats en Asie et en Afrique demeurent instables; ils donnent au mouvement communiste des possibilités à exploiter, mais il faudra sans doute qu'il cède au particularisme et s'y résigne pour espérer profiter dans l'avenir des éléments extrémistes qui participent aux structures actuelles.

.../...

En terminant, M. Habib Deloncle dit que, compte tenu de tous ces éléments, l'Europe occidentale devrait rechercher à l'égard du mouvement communiste et du tiers monde une politique à la fois vigilante et différenciée; il désire insister sur ce point. L'axe Est-Ouest européen demeure extrêmement sensible en raison de la division de l'Allemagne et du déséquilibre de potentiel entre l'Europe occidentale et l'U.R.S.S. du point de vue stratégique, mais dans les autres continents, si nos objectifs sont communs, les méthodes d'approche peuvent varier assez considérablement. L'on ne peut se faire d'illusions sur la nature de la partie engagée, ni sur la détermination de l'adversaire, même si l'adversaire est divisé, mais cette partie peut se jouer dans certaines régions du monde en un ordre moins aligné que cela n'a été le cas il y a dix ans.

En réponse à une question de M. Butler concernant le sens des mots "politique différenciée", M. Habib Deloncle déclare qu'au moment où le monde de l'Est perd son caractère monolithique, il pourrait être utile, dans certaines parties du monde où la menace communiste est moins directe et moins concentrée qu'en Europe, que les puissances occidentales adoptent elles-mêmes une attitude quelque peu différenciée.

M. LUPIS rappelle que le Vice-Président du Soviet suprême de l'Union Soviétique s'est récemment rendu en Italie à l'occasion de l'exposition des produits de l'industrie soviétique qui s'est ouverte à Gênes. A son passage à Rome, il a eu des conversations avec le Gouvernement italien et s'est montré fort intéressé à la possibilité de développer les échanges commerciaux. Sur le plan politique, il y a eu le tour d'horizon habituel des problèmes d'actualité, mais ces conversations ont eu un tour très général, on pourrait même dire superficiel, chaque partie se contentant de réaffirmer ses positions. Dans ces conversations, le Vice-Président n'a fait preuve d'aucune agressivité et ne s'est livré à aucune polémique. Enfin, il a évité de paraître chercher des contacts avec le parti communiste italien, à telle enseigne que celui-ci a paru en manifester quelque déception.

M. de BLOCK a pris note avec intérêt des vues exprimées par les précédents orateurs et approuve pleinement ce qui a été dit de la nécessité de maintenir la solidarité de l'Occident afin de ne pas courir le risque de diviser l'alliance.

Le PRESIDENT croit pouvoir dire que le Conseil vient d'avoir un fort intéressant échange de vues sur la question des relations Est-Ouest. Les orateurs ont paru partager les mêmes préoccupations et aboutir à des conclusions très semblables dans leur analyse de la position des principaux protagonistes du différend sino-soviétique.

.../...

# SECRET

U.E.O. SECRET

CR (64) 10

PARTIE I

En ce qui concerne l'U.R.S.S., il est clair que deux facteurs ont eu un certain effet calmant sur sa politique : d'une part, la situation économique, en particulier la crise agricole, et d'autre part la crise de Cuba. Une autre influence à jouer un rôle modérateur croissant semble avoir été le différend avec les Chinois et cette influence paraît s'étendre à tout le bloc oriental. M. Schroeder a également noté son importance, mais il a souligné que quelque favorable qu'ait été son influence sur la politique soviétique, celle-ci n'a pas changé sur l'essentiel, c'est-à-dire l'attitude à l'égard de l'Europe centrale et orientale.

La principale différence entre la politique des Soviétiques et celle des Chinois semble consister en ce que les premiers sont plus intéressés à leurs relations avec l'Europe et les Etats-Unis, c'est-à-dire les points du monde où l'Occident est le plus fort, tandis que les seconds portent plus d'intérêt aux régions où les positions occidentales sont les plus faibles. Quelle doit être la réaction des Occidentaux ? Plusieurs ministres ont traité ce point et ont souligné qu'en tout état de cause l'Occident doit rester vigilant. Cela n'est pas à dire cependant, estime le Président, qu'il n'y ait pas lieu de rechercher les points sur lesquels on pourrait obtenir des Russes une attitude plus souple.

M. Habib Deloncle a noté la possibilité que les Soviétiques s'efforcent d'isoler les Etats-Unis de leurs alliés, et c'est là une chose qu'il faut éviter à tout prix. En vérité, il ne serait guère réconfortant de constater qu'un conflit s'est déclaré au sein du monde communiste si des divergences devaient se faire jour au sein de l'alliance occidentale.

Là où les Occidentaux ont des intérêts mondiaux, les membres de l'alliance doivent s'entendre sur une stratégie politique globale. Ils doivent rester vigilants malgré l'attitude plus modérée des Soviétiques. Il convient d'explorer toutes les possibilités d'accroître les contacts avec les pays d'Europe orientale et d'y exploiter la situation. L'objectif ultime doit rester cependant de protéger les intérêts occidentaux en recherchant par tous les moyens possibles une détente réelle dans le monde.